

DOMINION OF CANADA

TREATY SERIES, 1928

No. 15

NOTIFICATION EFFECTED BY AN EXCHANGE
OF NOTES

(29th November, 1928, 8th February, 1929, 28th February
and 11th March, 1929)

EXTENDING TO CANADA

as from the 29th November, 1928

THE CONVENTION

BETWEEN

HIS MAJESTY AND FRANCE

RESPECTING

Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters

Signed at London the 2nd February, 1922



OTTAWA
F. A. ACLAND
PRINTER TO THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY
1929

32 755 998
6 162801 X

54 330 111
6 3239160

Notification effected by an Exchange of Notes (29th November, 1928, 8th February, 1929, 28th February and 11th March, 1929), extending to Canada as from the 29th November, 1928, the Convention between His Majesty and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters signed at London the 2nd February, 1922.

From the Canadian Minister to France, to the French Minister of Foreign Affairs

No. 29.

LÉGATION DU CANADA,

PARIS, le 29 novembre 1928.

Monsieur le MINISTRE,—J'ai l'honneur de vous faire part du désir du Gouvernement de Sa Majesté au Canada, de voir étendre au Canada les effets de la Convention signée à Londres le 2 février 1922 par les plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et de Son Excellence, le Président de la République Française, relativement aux procédures légales dans les affaires civiles et commerciales.

Le Paragraphe "B" des dispositions finales prévoit l'application de ladite Convention aux Dominions sur simple notification.

Cette Convention pourra entrer en vigueur entre la France et le Canada à partir de ce jour, la présente communication tenant lieu de notification.

Les autorités canadiennes auxquelles devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires sont: le Procureur général (Attorney General) de l'une ou l'autre des Provinces; le Commissaire des territoires du Nord-Ouest; le Commissaire de l'Or du Territoire du Yukon.

La langue dans laquelle les communications et traductions devront être faites sera l'anglais, excepté pour la Province de Québec où le français et l'anglais peuvent être indifféremment employés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

LE MINISTRE DU CANADA:

PHILIPPE ROY.

Monsieur le Ministre
des Affaires Etrangères,
Palais d'Orsay,
Paris.

From the French Minister of Foreign Affairs, to the Canadian Minister to France

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

PARIS, le 8 février 1929.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

Direction des Affaires Administratives et Techniques

Sous-Direction des Chancelleries et du Contentieux.

MONSIEUR LE MINISTRE,—En réponse à votre dépêche du 29 novembre dernier, et à vos communications postérieures, me faisant part du désir du Gouvernement de Sa Majesté au Canada, de voir étendre à ce pays les effets de la convention du 2 février 1922 sur la procédure civile, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français, informé de cette notification, considère que ladite convention entre en vigueur entre la France et le Canada à la date de la présente lettre.

En portant cette accession à la connaissance de mon collègue de la justice, je lui fais part du désir exprimé par les gouvernements des provinces de l'Ontario, du Manitoba, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Alberta et du territoire de Yukon que les commissions rogatoires renferment une liste complète et détaillée des questions que doit comporter l'interrogatoire. Je lui fais connaître, d'autre part, que les commissions rogatoires devront être accompagnées d'une traduction en anglais sauf pour la Province de Québec où cette traduction n'est pas nécessaire.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires Étrangères,
et par délégation,

L'Ambassadeur de France,
Secrétaire Général:

BERTHELOT.

Monsieur PHILIPPE ROY,

Ministre Canadien à Paris.

From the Canadian Minister to France, to the French Minister of Foreign Affairs

No. 27.

PARIS, 28 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,—Me référant à votre lettre du 8 février et à notre correspondance antérieure au sujet de l'application au Canada de la Convention franco-britannique du 2 février 1922, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Canada considère la date du 29 novembre 1928 comme étant la date de la mise en vigueur de ladite convention entre le Canada et la France.

Aux termes du paragraphe *b* des dispositions finales de la Convention précitée, chacune des Hautes Puissances contractantes "peut à toute époque, par simple notification, l'étendre à l'un de ses dominions, colonies, possessions et protectorats. La notification indiquera l'époque où la Convention entrera en vigueur."

Par ma communication du 29 novembre 1928, j'avais l'honneur de vous faire part du désir du Gouvernement de Sa Majesté au Canada de voir étendre au Canada les effets de la Convention et de proposer son entrée en vigueur à partir du jour de ma communication qui devait tenir lieu de notification.

Vous avez bien voulu par votre lettre du 8 février 1929 m'informer "que la dite convention entre en vigueur entre la France et le Canada à la date de la présente lettre", c'est-à-dire du 8 février 1929.

Le Gouvernement du Canada, étant donné les termes mêmes de la Convention franco-britannique, auxquels j'ai fait allusion plus haut, me prie de vous exprimer l'espoir que le Gouvernement français voudra bien consentir à considérer la date du 29 novembre 1928 comme étant celle de la notification et entraînant, à compter de ce jour, l'entrée en vigueur de la convention.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre du Canada:

PHILIPPE ROY.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,

Direction des Affaires Administratives et Techniques,

Sous-Direction des Chancelleries et du Contentieux,

Palais d'Orsay,

Paris.

From the French Minister of Foreign Affairs, to the Canadian Minister to France

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

PARIS, le 11 mars 1929.

Ministère des Affaires Etrangères,

Direction des Affaires Administratives et techniques

Sous-Direction des Chancelleries et du Contentieux.

Procédure Civile.

MONSIEUR LE MINISTRE.—En réponse à la lettre que vous m'avez adressée, le 28 du mois dernier, au sujet de l'application au Canada de la Convention franco-britannique du 2 février 1922, relative à la procédure civile, j'ai l'honneur de vous informer qu'il y a lieu, comme vous le faites remarquer, de considérer le 29 novembre 1928 comme étant la date de mise en vigueur de cet acte diplomatique entre le Canada et la France.

Agréé, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires Etrangères

et par délégation,

L'Ambassadeur de France

Secrétaire-Général,

BERTHELOT.

Monsieur PHILIPPE ROY,
Ministre du Canada à Paris.

(Translation)

From the Canadian Minister to France, to the French Minister of Foreign Affairs

No. 29.

CANADIAN LEGATION,

PARIS, November 29, 1928.

YOUR EXCELLENCY,—I have the honour to inform you that His Majesty's Government in Canada desires the effects of the Convention signed in London on February 2nd, 1922, by the Plenipotentiaries of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Excellency the President of the French Republic, respecting legal proceedings in civil and commercial matters, to be extended to Canada.

According to paragraph (b) of the Final Provisions, the said Convention may be applied to the Dominions by a simple notification.

This Convention may come into force between France and Canada from to-day's date, the present communication taking the place of a notification.

The Canadian authorities to whom judicial and extrajudicial acts and "commissions rogatoires" are to be transmitted are the Attorney-General of any of the Provinces; the Commissioner of the North-West Territories; the Gold Commissioner of the Yukon Territory.

The language in which communications and translations are to be made will be English, except for the Province of Quebec, where either French or English may be used.

I have the honour to be, etc.,

PHILIPPE ROY,
Canadian Minister.

The Minister
of Foreign Affairs,
Palais d'Orsay,
Paris.

From the French Minister of Foreign Affairs, to the Canadian Minister to France

Ministry of Foreign Affairs,
Department of Administrative and Technical Affairs,
Sub-Department of Chancelleries and Litigious Affairs.

FRENCH REPUBLIC,

PARIS, February 8, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,—I reply to your note of November 29 last and your subsequent communications, informing me of the desire of His Majesty's Government in Canada that the effects of the Convention of February 2, 1922, on civil proceedings should be extended to that country, I have the honour to state that the French Government, which has been informed of this notification, regards the said Convention as entering into force between France and Canada as from the date of this letter.

In notifying this accession to my colleague the Minister of Justice, I am informing him of the desire expressed by the Governments of the Provinces of Ontario, Manitoba, Nova Scotia, Alberta and the Yukon Territory that "commissions rogatoires" should comprise a complete and detailed list of the questions which must be included in the interrogatory. I am also informing him that "commissions rogatoires" must be accompanied by a translation into English, except for the Province of Quebec, where such a translation is not necessary.

I have the honour to be, etc.,
For the Minister of Foreign Affairs,
and by delegation,

BERTHELOT,
*Secretary-General,
Ambassador of France.*

From the Canadian Minister to France, to the French Minister of Foreign Affairs

No. 27.

PARIS, February 28, 1929.

YOUR EXCELLENCY,—With reference to your letter of February 8 and to our previous correspondence on the application to Canada of the Franco-British Convention of February 2nd, 1922, I have the honour to inform you that the Canadian Government regards the date November 29, 1928, as that of the entry into force of the said Convention between Canada and France.

Under paragraph (b) of the Final Provisions of the above-mentioned Convention, "either High Contracting Party may at any time..... by a simple notification extend it to any of its "Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates..... Such notification shall state the date on which the Convention shall come into force".

By my communication of November 29, 1928, I had the honour to inform you of the desire of His Majesty's Government in Canada to have the effects of the Convention extended to Canada, and to propose its entry into force as from the date of my communication, which was to take the place of a notification.

In your letter of February 8, 1929, you were good enough to inform me "that the said Convention would come into force between France and Canada as from the date of this letter," i.e., that of February 8, 1929.

In view of the actual terms of the Franco-British Convention, to which I have referred above, the Canadian Government requests me to express to you the hope that the French Government will agree to regard the date November 29, 1928, as that of notification, whereby the entry into force of the Convention will count from that date.

I have the honour to be, etc.

PHILIPPE ROY,
Canadian Minister.

The Minister of Foreign Affairs,
Department of Administrative
and Technical Affairs,
Sub-Department of Chancelleries
and Litigious Affairs,
Palais d'Orsay,
Paris.

From the French Minister of Foreign Affairs, to the Canadian Minister to France

FRENCH REPUBLIC.

Ministry of Foreign Affairs,
Department of Administrative and Technical Affairs,
Sub-Department of Chancelleries and Litigious Affairs.

PARIS, March 11, 1929.

Civil Proceedings.

MONSIEUR LE MINISTRE,—In reply to your letter of the 28th of last month regarding the application to Canada of the Franco-British Convention of February 2, 1922, on civil proceedings, I have the honour to inform you that, as you point out, the date November 29, 1928, should be regarded as that of the entry into force of this diplomatic act between Canada and France.

I have the honour to be, etc.,

For the Minister of Foreign Affairs
and by delegation,

BERTHELOT,
*Secretary-General,
Ambassador of France.*

M. PHILIPPE ROY,
Canadian Minister,
Paris.

By my communication of November 29, 1928, I had the honour to inform you of the desire of His Majesty's Government in Canada to have the effects of the Convention extended to Canada, and to propose its entry into force as from the date of my communication, which was to take the place of a notification. Such notification shall state the date on which the Convention shall come into force.

In your letter of February 8, 1929, you were good enough to inform me that the said Convention would come into force between France and Canada as from the date of this letter, i.e. that of February 8, 1929.

In view of the actual terms of the Franco-British Convention, to which I have referred above, the Canadian Government requests me to express to you the hope that the French Government will agree to regard the date November 29, 1928, as that of notification whereby the entry into force of the Convention shall count from that date.

I have the honour to be, etc.

PHILIPPE ROY

Canadian Minister

The Minister of Foreign Affairs,
Department of Administrative
and Technical Affairs,
Sub-Department of Chancelleries
and Litigious Affairs,
Palais Chirac,
Paris.

Convention between the United Kingdom and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters

Signed at London, February 2, 1922

[Ratifications exchanged at London, May 2, 1922]

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the French Republic, being desirous to facilitate the conduct of legal proceedings between persons resident in their respective territories, have decided to conclude a Convention for this purpose and have accordingly nominated as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India: the Most Honourable the Marquess Curzon of Kedleston, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

The President of the French Republic: His Excellency Count de Saint-Aulaire, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic in London;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:—

ARTICLE 1

This Convention applies only to civil and commercial matters.

Transmission of Judicial and Extrajudicial Documents

ARTICLE 2

In cases where the law of one of the High Contracting Parties permits documents to be served in the territory of the other, such service may be effected in either of the following ways indicated in Articles 3 and 4.

LE Président de la République française et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, désireux de faciliter l'accomplissement des actes de procédure entre personnes résidant dans leurs territoires respectifs, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et nommé pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président de la République française: Son Excellence Monsieur le Comte de Saint-Aulaire, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République française à Londres;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes: le Très Honorable Marquis Curzon de Kedleston, K.G., Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

ARTICLE 1er

La présente Convention n'est applicable qu'en matières civiles et commerciales.

Transmission des Actes judiciaires et extrajudiciaires

ARTICLE 2

Lorsque la loi d'une des Hautes Puissances contractantes autorise la signification d'actes sur le territoire de l'autre, cette signification s'effectue suivant l'une des deux procédures indiquées aux articles 3 et 4.

ARTICLE 3

(a) The request for service is addressed:

In France, by the British Consul to the "Procureur de la République" within whose jurisdiction the recipient of the document is;

In England, by the Consul-General of France in London to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England.

(b) The request is drawn up in the language of the authority applied to. It contains the name of the authority from whom the document enclosed emanates, the names and descriptions of the parties, and the address of the recipient. It is accompanied by the original and two copies of the document in question in the language of the State making the request, and by a translation certified by the consular authority of that State, and a copy of such translation.

(c) The service is effected by the delivery of the original or a copy of the document, as indicated in the request, and the copy of the translation, to the recipient in person, in England, by a process server; in France, by a "huissier" appointed by the "Procureur de la République."

573 1000 5/22 F.O.P. [8341]

Wt. 5612/197 375 6/22 [8452]

(d) The judicial authority applied to transmits to the consular authority making the request a certificate establishing the fact and the date of the service in person, or indicating the reasons for which it has not been possible to effect it.

(e) When the document transmitted to the "Procureur de la République" is intended for a person resident in another jurisdiction, this magistrate will immediately notify the consular authority making the request, and will, of his own motion, transmit the document to the "Procureur de la République" who is competent.

(f) No State fees of any nature whatever shall be charged in respect of the service. Nevertheless, the State making the request must repay to the

ARTICLE 3

(a) La demande de signification est adressée:

En France, par le Consul britannique au Procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte;

En Angleterre, par le Consul général de France à Londres au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England*.

(b) La demande est rédigée dans la langue de l'autorité requise. Elle contient l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, les noms et qualités des parties, l'adresse du destinataire. Elle est accompagnée, en original et deux copies, de l'acte dont il s'agit en la langue de l'Etat requérant, ainsi que d'une traduction certifiée en forme par l'autorité consulaire de cet Etat, et d'une copie de cette traduction.

(c) La signification est assurée par la délivrance de l'acte, en original ou en copie, suivant les indications de la demande, et de la traduction en copie, à la personne même, en Angleterre, par les soins du "process server"; en France, par huissier commis par le Procureur de la République.

(d) L'autorité judiciaire requise envoie à l'autorité consulaire requérante un certificat attestant le fait et la date de la signification à personne ou indiquant la circonstance pour laquelle il n'a pu y être procédé.

(e) Lorsque l'acte qui sera transmis au Procureur de la République sera destiné à une personne résidant dans un autre ressort, ce magistrat en informera immédiatement l'autorité consulaire requérante et transmettra d'office cet acte au Procureur de la République compétent.

(f) La signification ne peut donner lieu à la perception d'aucune taxe, de quelque nature que ce soit. Toutefois, l'Etat requérant devra rembourser à

State applied to any charges which are payable under the local law to the persons employed to effect service. These charges are calculated in accordance with the tariff in force in the State applied to. Repayment of these charges is claimed by the judicial authority applied to from the consular authority making the request when transmitting the certificate provided for in paragraph (d).

(g) The execution of a request for service can only be refused if the State in whose territory it is to be effected considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

(h) Any difficulties which may arise in respect of the request shall be settled through the diplomatic channel.

ARTICLE 4

The service of judicial or extrajudicial documents may also be made directly and without the application of any compulsion through the medium and under the responsibility of the consular authority of each of the High Contracting Powers in the territory of the other.

"Commissions rogatoires."

ARTICLE 5

Evidence which is required for use in one of the contracting countries is taken in the territory of the other, at the request of the party interested, in one of the ways indicated in Articles 6, 7 and (where applicable) 8.

ARTICLE 6

(a) The competent judicial authority of one of the parties addresses itself by means of a "commission rogatoire" to the competent judicial authority of the other State, requesting it to take the evidence of witnesses within its jurisdiction in legal form.

(b) The "commission rogatoire" is transmitted—

l'Etat requis les frais qui seraient dus, suivant la loi locale, aux personnes chargées de la signification. Ces frais sont évalués d'après le tarif en vigueur dans l'Etat requis. Le remboursement en est réclamé par l'autorité judiciaire requise à l'autorité consulaire requérante en même temps qu'elle lui adresse le certificat prévu à l'alinéa (d).

(g) L'exécution de la demande de signification ne peut être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

(h) Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de la demande seront réglées par la voie diplomatique.

ARTICLE 4

La remise d'actes judiciaires ou extrajudiciaires peut être également faite, directement et sans contrainte, par les soins et sous la responsabilité de l'autorité consulaire de chacune des Hautes Puissances contractantes sur le territoire de l'autre.

Commissions rogatoires

ARTICLE 5

Les dépositions requises pour en faire usage dans un des pays contractants sont recueillies sur le territoire de l'autre à la demande de la partie intéressée, suivant l'un des procédés indiqués aux articles 6 et 7, et éventuellement à l'article 8.

ARTICLE 6

(a) L'autorité judiciaire compétente de l'une des parties s'adresse par commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente de l'autre Etat pour lui demander de faire, dans son ressort, entendre des témoins dans la forme légale.

(b) La commission rogatoire est transmise:

In England, by the Consul-General of France in London to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England;

In France, by the British Consul to the "Procureur de la République" within whose jurisdiction the "commission rogatoire" is to be executed.

(c) The "commission rogatoire" is drawn up in the language of the authority making the request and accompanied by a translation in the language of the authority applied to.

(d) The judicial authority to whom the "commission rogatoire" is addressed executes it by the use of the same compulsory measures as would be applied in the case of a commission emanating from the authorities of the State applied to or of a request to that effect made by an interested party in the territory of that State.

(e) The authority making the request is, if it so desires, informed of the date and place where the proceedings asked for will take place, in order that the interested party may be able to be present either in person or by his representative.

(f) The execution of a "commission rogatoire" can only be refused—

1. If the authenticity of the document is not established;
2. If the State within whose territory the execution was to have taken place considers it such as to affect its sovereignty or safety.

(g) In case the authority applied to is without jurisdiction, the "commission rogatoire" is forwarded without any further request to the competent authority of the same State, in accordance with the rules laid down by the law of the latter.

(h) In every instance in which the "commission rogatoire" is not executed by the authority applied to, the latter at once informs the authority making the request, stating the grounds on which the execution of the "commission rogatoire" has been refused, and in the event of the authority being without jurisdiction, the authority to whom the commission has been forwarded.

En Angleterre, par le Consul général de France à Londres au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England*;

En France, par le Consul britannique au Procureur de la République dans le ressort duquel la commission rogatoire doit être exécutée.

(c) La commission rogatoire est rédigée dans la langue de l'autorité requérante et accompagnée d'une traduction faite dans la langue de l'autorité requise.

(d) L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée l'exécute en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission émanée des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée sur le territoire de l'Etat requis.

(e) L'autorité requérante est, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister en personne ou par représentant.

(f) L'exécution de la commission rogatoire ne peut être refusée que:

1. Si l'authenticité du document n'est pas établie;
2. Si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution doit avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

(g) En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire est transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

(h) Dans tous les cas où une commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informe immédiatement l'autorité requérante, en indiquant les raisons pour lesquelles l'exécution en a été refusée et, dans le cas d'incompétence de l'autorité requise, l'autorité compétente à laquelle la commission a été transmise.

(i) The judicial authority proceeding to the execution of a "commission rogatoire" applies, so far as the procedure to be followed is concerned, the law of its own country.

Nevertheless, an application by the authority making the request that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided such procedure be not contrary to the law of the State applied to.

(j) No State fees of any nature shall be levied in respect of the execution of the "commission rogatoire."

Nevertheless, the State making the request repays to the State applied to the charges and expenses payable to witnesses or experts, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and finally, the charges payable to any person whom the competent judicial authority may have deputed to act in cases where the local law permits this to be done.

The repayment of these expenses is claimed by the authority applied to from the authority making the request when transmitting to it the documents establishing the execution of the "commission rogatoire." These charges are calculated in accordance with the tariff in force in the State applied to.

(k) Any difficulties which may arise in respect of the transmission of the "commission rogatoire" are settled through the diplomatic channel.

ARTICLE 7

(a) The evidence may also be taken without the intervention of the local authority by the consular authority of the country before whose courts the evidence is to be used.

(b) The consular authority may invite the attendance of witnesses and the production of documents and administer an oath, but without exercising any compulsory powers.

(c) The consular authority takes the evidence in accordance with the laws of his own country. The parties have the right to be present or to be

(i) L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire applique les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

(j) L'exécution des commissions rogatoires ne peut donner lieu à la perception de taxes de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requérant rembourse à l'Etat requis les indemnités payées aux témoins ou aux experts, les frais d'assignation des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, et enfin les frais dus à la personne que l'autorité judiciaire compétente aura commise à sa place au cas où la législation intérieure le lui permet.

Le remboursement des frais est réclamé par l'autorité requise à l'autorité requérante en même temps qu'elle lui envoie les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire. Ces frais sont évalués selon le tarif en vigueur dans l'Etat requis.

(k) Toutes les difficultés qui s'élèvent à l'occasion de la transmission des commissions rogatoires sont réglées par la voie diplomatique.

ARTICLE 7

(a) La déposition peut être également reçue, sans intervention de l'autorité locale, par l'autorité consulaire du pays devant les tribunaux duquel il doit en être fait usage.

(b) L'autorité consulaire peut inviter les témoins à comparaître, demander la production de documents, recevoir le serment, mais sans exercer de pouvoir de contrainte.

(c) L'autorité consulaire reçoit la déposition conformément aux lois de son propre pays. Les parties en cause peuvent être soit présentes, soit repré-

represented by any person who is competent to act before the tribunals of the consul's State.

ARTICLE 8

(a) If the law of the country applied to authorizes such procedure, the competent court of the State applied to may be requested to appoint a person to take the evidence. Such person may be a consular authority of the State making the request or any other person proposed by that State.

(b) In this case the court applied to takes the necessary steps to secure the attendance of witnesses and the production of documents, making use, if necessary, of its compulsory powers.

(c) The person thus nominated has the same power to administer an oath as a judge, and persons giving false evidence before him are liable in the courts of the State applied to to the penalties provided by the law of that State for perjury.

(d) The evidence is taken in accordance with the law of the country in which it is to be used, and the parties have the right to be present in person or represented by any persons who are competent to act before the courts of that State.

ARTICLE 9

The fact that an attempt to take evidence under the procedure laid down in Article 7 has failed owing to a refusal of a witness to appear, give evidence or produce documents does not prevent an application being subsequently made to take the evidence in accordance with Article 8.

Final Provisions

(a) The present Convention shall come into force two months after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after its coming into force. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration

sentées par toutes personnes habilitées à agir devant les tribunaux de l'Etat du consul.

ARTICLE 8

(a) Si la loi du pays requis autorise cette procédure, le tribunal compétent de l'Etat requis peut être prié de désigner, pour recevoir la déposition, une personne qui pourra être, soit une autorité consulaire de l'Etat requérant, soit toute autre personne proposée par l'Etat requérant.

(b) En ce cas, le tribunal requis prend les mesures utiles pour obliger les témoins à se présenter et assurer la production des documents, en employant, s'il y a lieu, les moyens de contrainte que la loi met à sa disposition.

(c) La personne ainsi nommée a les mêmes droits que le juge pour recevoir le serment, et ceux qui, devant elle, ne disaient pas la vérité, seraient passibles, devant les tribunaux de l'Etat requis, des peines prévues pour le faux témoignage par les lois de cet Etat.

(d) La déposition est reçue conformément aux lois du pays où il en doit être fait usage, et les parties ont le droit d'y être présentes ou représentées par toutes personnes habilitées à agir devant les tribunaux de cet Etat.

ARTICLE 9

Le fait qu'une déposition n'a pu être reçue, conformément à la procédure indiquée à l'article 7, parce que le témoin a refusé de se présenter, de répondre ou de produire des documents ne met pas obstacle à ce que postérieurement une demande soit faite en vue de recevoir une déposition selon l'article 8.

Dispositions finales

(a) La présente Convention entrera en vigueur deux mois après la date de l'échange des ratifications; elle est conclue pour une durée de trois ans à partir de sa mise en vigueur. Dans le cas où aucune des Hautes Puissances contractantes n'aurait notifié six mois avant l'expiration de ce terme son in-

of the said period of its intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given such notice.

(b) This Convention shall not apply to any of the Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates of the two High Contracting Parties, but either High Contracting Party may at any time extend, by a simple notification, this Convention to any such Dominion, Colony, Possession or Protectorate.

Such notification shall state the date on which the Convention shall come into force, the authorities to whom judicial and extra-judicial acts and commissions rogatoires" are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

Each of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of the extension of this Convention to any of its Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, terminate such extension on giving six months' previous notice.

(c) This Convention shall also not apply to Scotland or Ireland; but His Britannic Majesty shall have the right to extend the Convention to Scotland or Ireland on the conditions set forth in the preceding paragraph in respect of Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 2nd day of February, 1922.

tention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à être obligatoire encore six mois et ainsi de suite de six mois en six mois à compter du jour où l'une des deux Parties l'aura dénoncée.

(b) La présente Convention ne s'appliquera pas aux dominions, colonies, possessions ou protectorats des deux Hautes Puissances contractantes mais chacune d'elles peut à toute époque étendre, par simple notification, cette Convention à l'un de ses dominions, colonies, possession ou protectorats.

La notification indiquera l'époque où la Convention entrera en vigueur, les autorités auxquelles doivent être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires, et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle les communications et traductions doivent être faites.

A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension à l'un des dominions, colonies, possessions ou protectorats de l'une des Hautes Puissances contractantes, il appartient à celle-ci d'y mettre à tout moment un terme, moyennant préavis donné six mois à l'avance.

(c) La présente Convention ne s'applique pas non plus ni à l'Ecosse, ni à l'Irlande. Mais Sa Majesté britannique aura droit d'étendre la Convention à l'Ecosse et l'Irlande dans les conditions prévues au paragraphe précédent pour les dominions, colonies, possessions ou protectorats.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Londres, le 2 février 1922.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON.
(L.S.) SAINT-AULAIRE.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01011817 5

tenant d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à être obligatoire encore six mois et ainsi de suite de six mois en six mois à compter du jour où l'une des deux Parties l'aura dénoncée.

(b) La présente Convention ne s'applique qu'aux possessions, colonies, possessions ou protectorats des deux Hautes Puissances contractantes mais chacun d'elles peut à toute époque étendre par simple notification cette Convention à l'un de ses dominions, colonies, possessions ou protectorats.

La notification indiquera l'époque où la Convention entrera en vigueur, les autorités auxquelles doivent être transmises les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle les communications et traductions doivent être faites.

A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension à l'un des dominions, colonies, possessions ou protectorats de l'une des Hautes Puissances contractantes, il appartient à celui d'y mettre à tout moment un terme, moyennant préavis donné six mois à l'avance.

(c) La présente Convention ne s'applique pas non plus ni à l'Ecosse ni à l'Irlande. Mais, si Malaisie britannique que aura droit d'étendre la Convention à l'Ecosse et l'Irlande dans les conditions prévues au paragraphe précédent pour les dominions, colonies, possessions ou protectorats de l'un d'eux.

La présente Convention est ratifiée et ratifications ont été déposées à Londres le 2 février 1922.

UNION OF KINGSTON
SAINT-ALEXANDRE

to the period of its intention to terminate the Convention, it shall continue in force until the expiration of six months from the day on which the High Contracting Parties shall have given such notice.

(b) This Convention shall not apply to the Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates of the two Contracting Parties but either Contracting Party may at any time extend by simple notification this Convention to any such Dominion, Possession or Protectorate.

The notification shall state the date when the Convention shall come into force, the authorities to whom judicial and extra-judicial acts and commissions rogatoires are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

At the expiration of any three years from the coming into force of the extension of this Convention to any of its Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates, it shall be open to either of the Contracting Parties to terminate the same by giving six months notice.

(c) This Convention shall also not apply to Scotland or Ireland; but His Majesty shall have the right to extend the Convention to Scotland on the conditions set forth in the preceding paragraph in respect of any of the Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates of the United Kingdom.

This Convention was signed at London, the 2nd February, 1922.

UNION OF KINGSTON
SAINT-ALEXANDRE